

Duplicata
GREFFE DU
TRIBUNAL D'INSTANCE
DE COLMAR

RECEPISSE DE DEPOT

REGISTRE DU COMMERCE & DES SOCIETES
10, RUE DES AUGUSTINS
CS 50466
68020 COLMAR CEDEX
TEL: 03.89.24.77.45

SELARL DI MARTINO AVOCATS

14 rue du Général Gouraud
67000 Strasbourg

V/REF :

N/REF : 2014 B 271 / 2015-A-3986

Le Greffier du Tribunal d'Instance DE COLMAR certifie qu'il a reçu le 18/11/2015, les actes suivants :

Décision(s) de l'associé unique en date du 28/03/2015

- Modification(s) statutaire(s)

Statuts mis à jour en date du 28/03/2015

Concernant la société

4H HOLDING SAS

Société par actions simplifiée à associé unique

20 route de Bergheim

67600 Sélestat

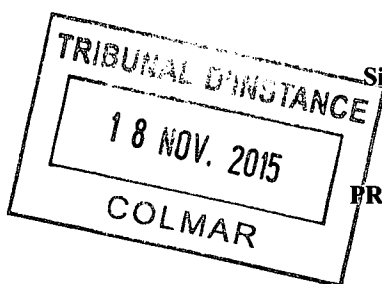
Le dépôt a été enregistré sous le numéro 2015-A-3986 le 18/11/2015

R.C.S. COLMAR TI 801 143 074 (2014 B 271)

Fait à COLMAR le 18/11/2015,

LE GREFFIER

2143271
2173986



4H HOLDING SAS
Société par actions simplifiée
au capital de 300.000 euros
Siège social : 20, Route de Bergheim
67600 SELESTAT
RCS COLMAR N° 801 143 074

**PROCES-VERBAL DES DECISIONS
DE L'ASSOCIE UNIQUE DU 28 MARS 2015**

L'An Deux Mille Quinze
Le 28 mars

Monsieur HAMAD BIN HAMDAN BIN MOHAMED ALNEHAYAN, né le 15 mai 1958 à ABU DHABI (EMIRATS ARABES UNIS), de nationalité émirati, demeurant à ABU DHABI (EMIRATS ARABES UNIS), Rue Al Batin PO BOX 18, Divorcé,

300 € 1 an 1/3

Propriétaire de la totalité de 1.000 actions de 10 € chacune composant le capital social de la Société 4H HOLDING SAS,

Associé unique de ladite Société,

Après avoir pris connaissance du Président, l'associé unique a pris les décisions suivantes :

- Suppression de la clause d'exclusion ;
- Limitation des pouvoirs du Président et modification corrélative des prérogatives de la collectivité des associés ou de l'associé unique ;
- Autorisation de la consultation par courriel pour la prise de décisions et ajout de la possibilité pour un associé de choisir la forme des décisions collectives ;
- Pouvoirs en vue des formalités.

PREMIERE DECISION

L'associé unique, après avoir entendu lecture du rapport du Président, décide de supprimer à compter de ce jour la clause permettant l'exclusion d'un associé.

En conséquence, l'article 16 « EXCLUSION D'UN ASSOCIE – SUSPENSION DE SES DROITS » des statuts est modifié comme suit :

« ARTICLE 16 – EXCLUSION D'UN ASSOCIE – SUSPENSION DE SES DROITS

Sauf disposition légale contraire, il n'est pas possible d'exclure un associé. »

DEUXIEME DECISION

L'associé unique, après avoir entendu lecture du rapport du Président, décide de modifier les pouvoirs du Président notamment pour limiter sa responsabilité. Les actes en question feront dorénavant l'objet d'une autorisation de la collectivité des associés ou de l'associé unique.

En conséquence, l'article 19.3 « Pouvoirs du Président » des statuts est modifié comme suit :

« ARTICLE 19 – Pouvoirs du Président

[...]

J S 1
J.A.R

3. Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans les limites de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par la loi et les statuts à la collectivité des associés.

Les dispositions des présents statuts limitant les pouvoirs du Président sont inopposables aux tiers.

Toutefois, à titre de règlement intérieur non opposable aux tiers, le Président ne peut pas, sans l'accord unanime préalable de la collectivité des associés ou de l'associé unique, effectuer les opérations suivantes :

- Ouverture ou fermeture de tout nouveau compte bancaire ;
- Souscription de tout emprunt et consentir tout prêt à quiconque, donner toute garantie, caution, aval ;
- Toutes décisions relative à l'acquisition, la cession à titre onéreux ou à titre gratuit, le transfert, l'apport, la mise en garantie ou la mise à disposition des actifs de la société, incluant notamment ses véhicules, ses immeubles, son fonds de commerce, en propriété ou en jouissance, et plus généralement toutes opérations portant sur le fonds de commerce ;
- Création ou dissolution par tout moyen de filiale, souscription au capital d'autres sociétés ou groupements divers et exercice des prérogatives d'associé ou de mandataire social que notre Société serait amenée à détenir dans une autre société ;
- Toutes décisions dont la valeur ou l'impact financier excéderait un coût de 20.000 Euros pour la société, prises isolément ou résultant d'actes successifs de même nature. »

L'article 25 doit également dorénavant être rédigé comme suit :

« ARTICLE 25 – Décisions devant être prises collectivement

La collectivité des associés, ou l'associé unique, est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- approbation des comptes annuels et affectation des résultats,
- approbation des conventions réglementées,
- nomination des Commissaires aux Comptes,
- augmentation, amortissement et réduction du capital social,
- transformation de la Société,
- fusion, scission ou apport partiel d'actif,
- dissolution et liquidation de la Société,
- agrément et préemption des cessions d'actions,
- augmentation des engagements des associés,
- nomination, révocation et rémunération du Président et du Directeur Général,
- modification des statuts,
- autorisation des décisions du Président ou du Directeur Général visées à l'article 19 ou 20 des statuts lorsqu'elles sont nécessaires, ces autorisations devant être données à l'unanimité des associés.

Toutes autres décisions relèvent de la compétence du Président ou du Directeur Général. »

TROISIEME DECISION

Les alinéas 1 et 2 de l'article 26 seront rédigés comme suit pour autoriser la prise des décisions ci-dessus par simple courriel, au choix soit du Président soit d'un associé :

« ARTICLE 26 – Forme des décisions collectives ou des décisions de l'associé unique

Les décisions des associés sont, au choix du Président ou d'un associé, prises en Assemblée Générale ou résultent du consentement des associés exprimé dans un acte sous seing privé, ou encore peuvent faire l'objet d'une consultation écrite, le cas échéant par simple courriel.

[...] »

Le reste de l'article demeure inchangé.

L'article 27 organisant la consultation écrite doit également être modifié pour organiser les modalités de cette consultation par courriel et il sera ajouté l'alinéa suivant à la fin de celui-ci :

*J S S²
J.N.E.*

« ARTICLE 27 – Forme des décisions

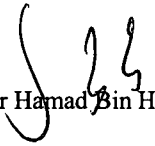
[article inchangé]

Si la consultation se fait par courriel, par dérogation aux dispositions qui précèdent qui ne concernent que la consultation par voie papier, un délai de 15 jours sera laissé à la collectivité des associés pour se positionner. Les mêmes documents qu'en cas de consultation papier doivent être adressés aux associés. Le délai de 15 jours ne commence à courir qu'à compter de la réception par l'associé de la résolution soumise au vote, et peut-être abrégé par la collectivité des associés qui peut révéler son vote à tout moment avant l'expiration du délai maximal de 15 jours. L'associé peut désigner un représentant qui le représentera lorsque ce mode de consultation sera choisi. A défaut de réponse à la soumission au vote par courriel, l'associé est réputé avoir voté non.

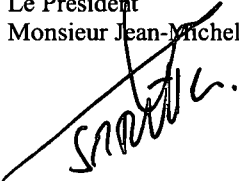
QUATRIEME DECISION

L'associé unique donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

De tout ce que dessus, l'associé unique a dressé et signé le présent procès-verbal.


Monsieur Hamad Bin HAMDAN ALNEHAYAN

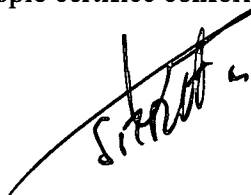
Le Président
Monsieur Jean-Michel RITTER



4H HOLDING SAS
Société par actions simplifiée
au capital de 300.000 euros
Siège social : 20, Route de Bergheim
67600 SELESTAT
RCS COLMAR N° 801 143 074

STATUTS
MISE A JOUR DU 28 MARS 2015

Copie certifiée conforme par le Président

A handwritten signature in black ink, appearing to be "S. H. H.", is written over a diagonal line that extends from the bottom left towards the top right.

TITRE I
FORME - DENOMINATION - OBJET - SIEGE - DUREE

Article 1 - Forme

Il est formé par les associés propriétaires des actions ci-après créées, une Société par Actions Simplifiées régie par les lois et règlements en vigueur, notamment par les présents statuts.

Article 2 - Dénomination

La dénomination sociale est : **4H HOLDING SAS**

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « Société par Actions Simplifiée » ou des initiales S.A.S. et de l'énonciation du montant du capital social.

Article 3 - Objet

La Société a pour objet en France et dans tous pays :

- La détention de titres de sociétés opérant dans le secteur automobile, dans les domaines de la recherche, de la construction, de la commercialisation, de la promotion, du conseil et dans toute activité liée directement ou indirectement à l'industrie automobile.
- Le financement, l'assistance à la gestion et au management de ses filiales et participations.

Et plus généralement, toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant à :

- La création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées,
- La prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités,
- La participation directe ou indirecte de la Société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe,
- Toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

Article 4 - Siège social - Succursales

Le siège de la Société est fixé : **20, route de Bergheim - 67600 SELESTAT**

Il peut être transféré en tout endroit par une simple décision du Président.
Toutefois, le transfert du siège social à l'étranger, entraînant le changement de nationalité de la Société, devra être décidé à l'unanimité des associés

Article 5 - Durée - Année sociale

La Société, sauf prorogation ou dissolution anticipée, a une durée de 99 ans qui commencera à courir à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

TITRE II **APPORTS - CAPITAL - ACTIONS**

Article 6 – Apports

Toutes les actions d'origine formant le capital initial représentent des apports de numéraire et sont intégralement libérées.

La somme totale versée par les associés, soit 10.000 (DIX MILLE) euros, a été déposée sur le compte ouvert au nom de la Société en formation à la Banque CREDIT AGRICOLE - 6, rue du Président Poincaré - 67600 SELESTAT.

Cette somme sera retirée par le Président de la Société ou son mandataire sur présentation de la liste des associés mentionnant les sommes versées par chacun d'eux, certifiée sincère et véritable par Monsieur Jean-Michel RITTER, Président de la Société et représentant les associés fondateurs.

Suivant décision de l'associé unique en date du 13 Mai 2014, le capital social a été augmenté d'une somme de 290 000 euros en numéraire, pour être porté à 300 000 euros.

Article 7 – Capital social

Le capital social est fixé à trois cent mille euros (300 000 euros).

Il est divisé en 30 000 actions de numéraire de 10 euros chacune, intégralement libérées.

Article 8 – Répartition du capital social

Les actions formant le capital social sont intégralement libérées et attribuées à l'Associé unique fondateur, à savoir :

- Sheikh HAMAD BIN HAMDAN BIN MOHD ALNEHAYAN
est propriétaire de TRENTE MILLE actions, ci..... 30 000 actions

Total d'actions composant le capital social,
Soit TRENTE MILLE actions, ci..... 30 000 actions

Article 9 - Augmentation du capital social

Les opérations d'augmentation de capital doivent être réalisées selon les règles applicables aux Sociétés Anonymes.

Les associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital.

Les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel.

La collectivité des associés peut également décider la suppression de ce droit.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles aux associés, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission, appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

Si l'augmentation de capital est réalisée par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, de fusion ou d'apport, la collectivité des associés statue aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales extraordinaires.

La collectivité des associés peut déléguer au Président de la Société les pouvoirs nécessaires à la réalisation de l'augmentation de capital.

Article 10 - Libération des actions

Les actions souscrites lors d'une augmentation de capital en numéraire doivent être obligatoirement libérées d'un quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur décision du Président dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'augmentation de capital est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs par lettre recommandée avec accusé de réception expédiée quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement. Les versements sont effectués, soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué à cet effet.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne, de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, le paiement d'un intérêt au taux légal, à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Article 11 - Réduction du capital social

La réduction du capital est autorisée ou décidée par décision collective extraordinaire qui peut déléguer au Président tous pouvoirs pour la réaliser. En aucun cas, elle ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

En cas d'inobservation de ces dispositions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 12 - Forme des actions

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Ces comptes individuels peuvent être des comptes « nominatifs purs » ou des comptes « nominatifs administrés » au choix de l'associé.

Article 13 - Indivisibilité des actions

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis d'actions sont représentés lors des décisions collectives par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par Ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier lors des décisions collectives ordinaires et au nu-propriétaire lors des décisions collectives extraordinaires.

Cependant, les associés peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote lors des décisions collectives. En ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la Société par lettre recommandée adressée au siège social, la Société étant tenue de respecter cette convention pour toute décision collective qui serait prise après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de la lettre recommandée, le cachet de la poste faisant foi de la date d'expédition.

Le droit de l'associé d'obtenir communication de documents sociaux ou de les consulter peut également être exercé par chacun des copropriétaires d'actions indivises, par l'usufruitier et le nu-propriétaire d'actions.

Article 14 - Cession et transmission des actions

1. La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet au siège social.

La cession des actions s'opère, à l'égard des tiers et de la Société, par un ordre de mouvement de compte à compte signé du cédant ou de son mandataire. Le mouvement est mentionné sur ces registres.

2. La cession d'actions entre associés est libre, et la cession à un tiers est soumise à l'agrément préalable de la Société.

A cet effet, le cédant doit notifier au Président de la Société une demande d'agrément indiquant l'identification du cessionnaire (dénomination, siège social, capital, RCS, composition des organes de Direction et d'administration, identité des associés), le nombre d'actions dont la cession est envisagée et le prix offert.

L'agrément résulte soit d'une décision ordinaire émanant de la collectivité des associés, soit du défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande.

En cas de refus d'agrément du cessionnaire proposé et à moins que le cédant décide de renoncer à la cession envisagée, les autres associés sont tenus, dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus, soit d'acquérir les actions dont la cession est envisagée, soit de les faire racheter par la Société qui devra les céder dans un délai de six mois ou les annuler.

Cette acquisition a lieu moyennant un prix qui, à défaut d'accord entre les parties, est déterminé par voie d'expertise dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Si, à l'expiration du délai de trois mois ci-dessus prévu, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné.

3. Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les cessions, même aux adjudications publiques en vertu d'une ordonnance de justice ou autrement.

4. En cas d'augmentation de capital par émission d'actions de numéraire, la cession des droits de souscription est soumise à autorisation de la collectivité des associés dans les conditions prévues au paragraphe 2 ci-dessus.

5. La cession de droit à attribution d'actions gratuites, en cas d'incorporation au capital de bénéfices, réserves, provisions ou primes d'émission ou de fusion, est assimilée à la cession des actions gratuites elles-mêmes et doit donner lieu à demande d'agrément dans les conditions définies au paragraphe 3 ci-dessus.

Toute cession réalisée en violation des clauses ci-dessus est nulle.

Article 15 - Préemption

La cession d'actions à un tiers ou au profit d'associés est soumise au droit de préemption des associés fondateurs.

Le cédant doit notifier son projet de cession au Président de la Société en indiquant l'identification du cessionnaire (nom, domicile, ou dénomination, siège social, capital, R.C.S., composition des organes de Direction et d'administration, identité des associés), le nombre d'actions dont la cession est envisagée et le prix offert.

Le Président notifiera ce projet dans le délai de 15 jours aux autres associés, individuellement, qui disposeront d'un délai de 15 jours pour se porter acquéreurs des actions à céder, dans la proportion de leur participation au capital.

Dans le cas où les offres d'achat ne seraient pas proportionnelles au nombre d'actions déjà détenues par les acquéreurs, le Président pourra procéder à la répartition des actions à acquérir, en fonction des offres reçues. Si les offres n'ont pas absorbé la totalité des actions proposées à la vente, le Président pourra les proposer à tous associés de son choix ou les faire racheter par la Société qui devra les céder dans un délai de six mois ou les annuler.

Article 16 – Exclusion d'un associé – Suspension de ses droits

Sauf disposition légale contraire, il n'est pas possible d'exclure un associé.

Article 17 – Droits et obligations attachés aux actions

1. Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à la part fixée par les présents statuts et donne droit au vote et à la représentation lors des décisions collectives, dans les conditions fixées par les statuts.

Tout associé a le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

2. Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Sous réserve de dispositions légales et statutaires, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe, sauf disposition contraire des statuts.

La possession d'une action comporte de plein droit adhésion aux décisions des associés et aux présents statuts. La cession comprend tous les dividendes échus et non payés et à échoir, ainsi éventuellement que la part dans les fonds de réserve, sauf dispositions contraires notifiées à la Société.

3. Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres, ou lors d'une augmentation ou d'une réduction de capital, d'une fusion ou de toute autre opération, les associés possédant un nombre d'actions inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle de l'obtention du nombre d'actions requis.

TITRE III **DIRECTION ET CONTROLE DE LA SOCIETE**

Article 18 – Président

La société est administrée et dirigée par un Président, personne physique ou morale.

Le Président est nommé ou renouvelé dans ses fonctions par la collectivité des associés statuant à la majorité simple qui peut le révoquer à tout moment dans les mêmes conditions.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président ou dirigeant, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président ou dirigeant en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Est désigné comme premier Président de la Société pour une durée illimitée :

Monsieur Jean-Michel RITTER, né le 26 juillet 1961 à STRASBOURG (67), de nationalité française, demeurant 20 route de Bergheim – 67600 SELESTAT.

Monsieur Jean-Michel RITTER, présent et qui accepte, déclare, qu'il n'existe aucune incompatibilité ni interdiction l'empêchant d'accepter et d'exercer la mission qui vient de lui être confiée.

Article 19 – Pouvoirs du Président

1. Le Président assume, sous sa responsabilité la Direction de la Société. Il la représente dans ses rapports avec les tiers, avec les pouvoirs les plus étendus, dans la limite de l'objet social.

Dans ses rapports avec les tiers, le Président engage la Société même par les actes qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer, compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

2. Le Président peut consentir à tout mandataire de son choix toutes délégations de pouvoirs qu'il juge nécessaires, dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la loi et les présents statuts.

3. Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans les limites de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par la loi et les statuts à la collectivité des associés.

Les dispositions des présents statuts limitant les pouvoirs du Président sont inopposables aux tiers.

Toutefois, à titre de règlement intérieur non opposable aux tiers, le Président ne peut pas, sans l'accord unanime préalable de la collectivité des associés ou de l'associé unique, effectuer les opérations suivantes :

- Ouverture ou fermeture de tout nouveau compte bancaire ;
- Souscription de tout emprunt et consentir tout prêt à quiconque, donner toute garantie, caution, aval ;
- Toutes décisions relative à l'acquisition, la cession à titre onéreux ou à titre gratuit, le transfert, l'apport, la mise en garantie ou la mise à disposition des actifs de la société, incluant notamment ses véhicules, ses immeubles, son fonds de commerce, en propriété ou en jouissance, et plus généralement toutes opérations portant sur le fonds de commerce ;
- Création ou dissolution par tout moyen de filiale, souscription au capital d'autres sociétés ou groupements divers et exercice des prérogatives d'associé ou de mandataire social que notre Société serait amenée à détenir dans une autre société ;
- Toutes décisions dont la valeur ou l'impact financier excéderait un coût de 20.000 Euros pour la société, prises isolément ou résultant d'actes successifs de même nature.

Article 20 – Directeur Général

Sur la proposition du Président, les associés, par décision collective ordinaire peuvent nommer un ou plusieurs autres dirigeants, personnes physiques ou morales auxquelles peut être conféré le titre de Directeur Général.

Les dirigeants sont révocables à tout moment par les associés en Assemblée Générale Ordinaire sur la proposition du Président ; en cas de démission ou de révocation de celui-ci, ils conservent leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président.

En accord avec le Président, les associés, en Assemblée Générale Ordinaire, déterminent l'étendue et la durée des pouvoirs des dirigeants.

Les Directeurs Généraux sont plus particulièrement chargés de la gestion opérationnelle de la Société et suivent les directives et les orientations générales données par le Président.

Article 21 - Rémunération des dirigeants

La rémunération du Président et celle des dirigeants est déterminée par décision collective ordinaire. Elle peut être fixe ou proportionnelle, ou à la fois fixe et proportionnelle.

Article 22 - Conventions entre la Société et ses dirigeants

Les conventions définies à l'article L. 227-10 du Code de Commerce sont soumises aux formalités de contrôle prescrites par ledit article.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales sont communiquées au Commissaire aux Comptes. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de Commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux autres dirigeants de la Société.

Article 23 - Représentation sociale

Les Délégués du Comité d'entreprise, s'il en existe un, exercent leur mandat auprès du Président.

A cette fin, celui-ci les réunira une fois par trimestre au moins et notamment lors de l'arrêté des comptes annuels.

Article 24 - Commissaires aux Comptes

Lorsque la Société remplit les critères réglementaires, un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires sont nommés et remplissent leur mission de contrôle conformément à la loi.

Les Commissaires aux Comptes ont pour mission permanente, à l'exclusion de toute immixtion dans la gestion, de vérifier les livres et les valeurs de la Société et de contrôler la régularité et la sincérité des comptes sociaux et d'en rendre compte à la collectivité des associés.

TITRE IV **DECISIONS COLLECTIVES**

Article 25 - Décisions devant être prises collectivement

La collectivité des associés, ou l'associé unique, est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- approbation des comptes annuels et affectation des résultats,
- approbation des conventions réglementées,
- nomination des Commissaires aux Comptes,
- augmentation, amortissement et réduction du capital social,
- transformation de la Société,
- fusion, scission ou apport partiel d'actif,
- dissolution et liquidation de la Société,
- agrément et préemption des cessions d'actions,
- augmentation des engagements des associés,
- nomination, révocation et rémunération du Président et du Directeur Général,
- modification des statuts,
- autorisation des décisions du Président ou du Directeur Général visées à l'article 19 ou 20 des statuts lorsqu'elles sont nécessaires, ces autorisations devant être données à l'unanimité des associés.

Toutes autres décisions relèvent de la compétence du Président ou du Directeur Général.

Article 26 - Forme des décisions

Les décisions des associés sont, au choix du Président ou d'un associé, prises en Assemblée Générale ou résultent du consentement des associés exprimé dans un acte sous seing privé, ou encore peuvent faire l'objet d'une consultation écrite. le cas échéant par simple courriel.

Les décisions collectives ordinaires sont celles qui prennent toutes décisions qui ne modifient pas les statuts.

Les décisions collectives extraordinaires sont celles qui décident ou autorisent des modifications directes ou indirectes des statuts.

Les décisions collectives obligent tous les associés, même absents.

Article 27 - Consultation écrite

En cas de consultation écrite, le Président adresse à chaque associé, à son dernier domicile connu, par lettre recommandée AR, le texte des résolutions, proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de 15 jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour émettre un vote par écrit, le vote étant, pour chaque résolution, formulé par les mots « oui » ou « non ».

La réponse est adressée à l'auteur de la consultation par lettre recommandée AR. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

Si la consultation se fait par courriel, par dérogation aux dispositions qui précèdent qui ne concernent que la consultation par voie papier, un délai de 15 jours sera laissé à la collectivité des associés pour se positionner. Les mêmes documents qu'en cas de consultation papier doivent être adressés aux associés. Le délai de 15 jours ne commence à courir qu'à compter de la réception par l'associé de la résolution soumise au vote, et peut-être abrégé par la collectivité des associés qui peut révéler son vote à tout moment avant l'expiration du délai maximal de 15 jours. L'associé peut désigner un représentant qui le représentera lorsque ce mode de consultation sera choisi. A défaut de réponse à la soumission au vote par courriel, l'associé est réputé avoir voté non.

Article 28 - Acte sous seing privé

Les décisions collectives autres que celles nécessitant la réunion d'une Assemblée Générale peuvent également résulter d'un acte sous seing privé par tous les associés.

1. Convocation

L'Assemblée Générale est convoquée, soit par le Président, soit par un mandataire désigné par le Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande d'un ou plusieurs associés réunissant 10% au moins du capital.

Elle peut également être convoquée par le Commissaire aux Comptes.

Pendant la période de liquidation, l'Assemblée est convoquée par le ou les liquidateurs. L'Assemblée Générale est réunie au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation.

La convocation est faite 15 jours avant la date de l'Assemblée, soit par lettre simple ou recommandée adressée à chaque associé, soit par un avis inséré dans un Journal d'annonces légales du département du siège social, soit par télécopie, soit par e-mail ou par tous moyens permettant d'établir la preuve de la convocation.

2. Ordre du jour

L'ordre du jour de l'Assemblée est arrêté par l'auteur de la convocation.

Un ou plusieurs associés, représentant au moins 10% du capital social et agissant dans le délai de 10 jours suivant la convocation, ont la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée de projets de résolutions par tous moyens de communication visés ci-dessus.

L'Assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour.

Elle peut toutefois, en toutes circonstances, révoquer le Président, un ou plusieurs dirigeants et procéder à leur remplacement.

3. Admission aux Assemblées - Pouvoirs

Tout associé a le droit de participer aux Assemblées Générales et aux délibérations personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre de ses actions, sur simple justification de son identité, dès lors que ses titres sont inscrits en compte à son nom.

Un associé peut se faire représenter par un autre associé ou toute autre personne justifiant d'un mandat.

4. Tenue de l'Assemblée - Bureau - Procès-verbaux

Si le Président recourt au mode de consultation des associés en Assemblée Générale, celle-ci peut être réunie par visioconférence, téléconférence ou par tout moyen moderne de communication.

Une feuille de présence est élargée par les associés présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire. Elle est certifiée exacte par le bureau de l'Assemblée.

L'Assemblée est présidée par le Président ou, en son absence, par un dirigeant spécialement délégué à cet effet par l'Assemblée, ou par l'auteur de la convocation.

A défaut, l'Assemblée élit elle-même son Président.

L'Assemblée désigne un Secrétaire qui peut être pris en dehors de ses membres.

Les délibérations des Assemblées sont constatées par des procès-verbaux signés par le Président et le Secrétaire et établis sur un registre spécial.

Les copies et extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés par l'un des deux.

Article 30 - Quorum - Vote

1. Le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social, le tout déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions de la loi ou des présents statuts.

Les Assemblées Générales ne peuvent délibérer valablement que si les associés présents ou représentés possèdent au moins la moitié des actions sur première convocation.

Aucune condition de quorum n'est exigée sur deuxième convocation.

2. Chaque action donne droit à une voix.

3. Le vote s'exprime à main levée, ou par appel nominal, ou au scrutin secret, selon ce qu'en décide le bureau de l'Assemblée ou les associés.

Article 31 - Décisions collectives ordinaires

Les décisions collectives ordinaires sont celles qui n'ont pas pour objet de modifier les statuts.

La collectivité des associés est consultée au moins une fois l'an, dans les six mois de la clôture de l'exercice social, pour statuer sur les comptes de cet exercice, sous réserve de prolongation de ce délai par décision de justice.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les associés présents ou représentés.

Article 32 - Décisions collectives extraordinaires

Les décisions collectives extraordinaires sont celles qui peuvent modifier les statuts dans toutes leurs dispositions et décider notamment la transformation de la Société en Société d'une autre forme, civile ou commerciale.

Elles ne peuvent toutefois augmenter les engagements des associés, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

La collectivité des associés statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les associés présents ou représentés.

Article 33 - Droit de communication des associés

Tout associé a le droit d'obtenir, avant toute consultation, communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion et le contrôle de la Société.

TITRE V

EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Article 34 - Exercice social

L'exercice social commence le 1^{er} Janvier et se termine le 31 Décembre.

Le premier exercice social sera clos le 31 Décembre 2014.

Article 35 - Inventaire - Comptes annuels

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément aux lois et usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif. Il dresse également les comptes annuels conformément aux dispositions des articles L. 123-12 et suivants du Code de commerce.

Il annexe au bilan un état des cautionnements, avals et garanties donnés par la Société et un état des sûretés consenties par elle.

Il établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi.

Le rapport de gestion inclut, le cas échéant, le rapport sur la gestion du groupe lorsque la Société doit établir et publier des comptes consolidés dans les conditions prévues par la loi.

Le cas échéant, le Président établit les documents comptables prévisionnels dans les conditions prévues par la loi.

Tous ces documents sont mis à la disposition des Commissaires aux Comptes dans les conditions légales et réglementaires.

Article 36 - Affectation et répartition des bénéfices

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes que les associés décideront de porter en réserve en application des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, la collectivité des associés détermine la part attribuée aux associés sous forme de dividende et prélève les sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital.

La collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont distribués par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par la collectivité des associés, inscrites à un compte spécial pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

Article 37 - Mise en paiement des dividendes

Lorsqu'elle statue sur les comptes de l'exercice, la collectivité des associés a la faculté d'accorder à chaque associé pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividende en numéraire ou en actions.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par la collectivité des associés.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

La Société ne peut exiger des associés aucune répétition de dividende, sauf si la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et si la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances.

L'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes. Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

TITRE VI

CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL TRANSFORMATION - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Article 38 - Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu, dans

les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de demander aux associés statuant collectivement s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas décidée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision collective doit faire l'objet des formalités de publicité requises par les dispositions réglementaires applicables.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si les associés n'ont pu se prononcer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 39 – Transformation

La Société peut se transformer en Société d'une autre forme si, au moment de la transformation, elle a au moins deux ans d'existence et si elle a établi et fait approuver par les associés les bilans de ses deux premiers exercices.

La décision de transformation est prise sur le rapport des Commissaires aux Comptes de la Société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation en Société en Nom Collectif nécessite l'accord de tous les associés ; en ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigées.

La transformation en Société en Commandite Simple ou par Actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de tous les associés devenant associés commandités.

La transformation en Société à Responsabilité Limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des Sociétés de cette forme.

La transformation qui entraînerait, soit l'augmentation des engagements des associés, soit la modification des clauses des présents statuts exigeant l'unanimité des associés devra faire l'objet d'une décision unanime de ceux-ci.

Article 40 – Dissolution – Liquidation

Hors les cas de dissolution prévus par la loi, et sauf prorogation régulière, la dissolution de la Société intervient à l'expiration du terme fixé par les statuts ou à la suite d'une décision collective extraordinaire des associés.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette décision extraordinaire statuant aux conditions de majorité prévues pour les décisions collectives ordinaires.

Le liquidateur représente la Société. Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le liquidateur qui est investi des pouvoirs les plus étendus. Il répartit ensuite le solde disponible.

La collectivité des associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

L'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est partagé également entre toutes les actions.

TITRE VI **CONTESTATIONS - CONSTITUTION DE LA SOCIETE**

Article 41 – Contestation

Toutes contestations susceptibles de surgir pendant la durée de la Société ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les associés, la Direction et la Société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des Tribunaux compétents.